

FR_GERICHTE 102 2025 90 vom 11. Juni 2025

FR Kantonsgericht, 2025-06-11, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/fr_gerichte_102_2025_90

FR: FR_GERICHTE 102 2025 90 du 11 juin 2025

IT: FR_GERICHTE 102 2025 90 del 11 giugno 2025

Regeste

Arrêt de la IIe Cour d'appel civil du Tribunal cantonal | Betreuung auf Konkurs (Art. 159-196 SchKG)

Erwägungen

E. 1.1

Selon la jurisprudence constante, un Office des faillites a qualité pour recourir, nonobstant le fait qu'il n'a pas participé à la procédure de première instance, notamment lorsqu'il défend ou représente les intérêts de la masse en faillite (ATF 134 III 136 consid. 1.3 et les références), ce qui est le cas en l'espèce.

E. 1.2

Conformément à l'art. 174 al. 1 LP, applicable par renvoi de l'art. 194 al. 1 LP, la décision du juge de la faillite peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours au sens du CPC. La décision attaquée a été notifiée le 28 avril 2025. En déposant son recours en date du 7 mai 2025, la masse en faillite de A._____ (ci-après: la recourante) a par conséquent respecté le délai légal.

E. 1.3

Le recours est recevable pour violation du droit et pour constatation manifestement inexacte des faits (art. 320 CPC), les parties pouvant toutefois faire valoir, selon l'art. 174 LP, des pseudo- nova (al. 1) ainsi que, à certaines conditions, de vrais nova (al. 2).

E. 1.4

En application de l'art. 327 al. 2 CPC, la Cour statue sur pièces.

E. 2.1

Selon l'art. 191 LP, le débiteur peut lui-même requérir sa faillite en se déclarant insolvable en justice (al. 1). Lorsque toute possibilité de règlement amiable des dettes selon les art. 333 ss LP est exclue, le juge prononce la faillite (al. 2). La faillite est prononcée lorsqu'un tel règlement a été tenté en vain ou qu'il apparaît d'emblée dépourvu de chances de succès. En pratique, le débiteur déposera, avec sa requête de faillite, des pièces établissant que des créanciers refusent tout règlement amiable des dettes. Dans certains cantons, une chance de règlement amiable est généralement admise si le débiteur peut s'acquitter de 50 % de ses dettes en deux à trois ans avec un revenu mensuel excédant le minimum vital élargi et augmenté (minimum vital augmenté de 20 %

Tribunal cantonal TC Page 3 de 5 et des impôts courants; CR LP - JUNOD MOSER/GAILLARD, 2005, art. 334 n. 5 et les références). Un règlement amiable des dettes entre en considération si le débiteur vit de revenus un tant soit peu stables, si son

revenu dépasse sensiblement le minimum vital, c'est-à-dire si une fraction disponible existe et si les dettes ne sont pas si désespérément élevées qu'il peut être offert aux créanciers un dividende (de l'ordre de 30 %) ou même une extinction de crédit dans un délai raisonnable de trois ans (JUNOD MOSER/GAILLARD, art. 334 n. 7). Pour une personne physique non soumise à la poursuite par voie de faillite, la procédure d'insolvabilité a pour but de répartir ses biens de manière équitable entre tous les créanciers. Celui qui requiert volontairement sa faillite doit donc avoir quelques biens à abandonner à ses créanciers, faute de quoi la faillite sera suspendue faute d'actifs et la demande serait abusive (BSK-SchKG II – BRUNNER/BOLLER/FRITSCHI, 3e éd. 2021, art. 191 n. 16a). La requête est vouée à l'échec lorsque la situation financière du débiteur est très instable (chômage), lorsque les créanciers importants donnent des signes négatifs ou lorsque la capacité du débiteur aboutit à un solde mensuel qui ne permet pas d'envisager le versement d'un dividende (JUNOD MOSER/GAILLARD, art. 334 n. 6). De plus, la jurisprudence s'est toujours montrée restrictive sur l'application de l'art. 191 LP. La prérogative de l'art. 191 al. 1 LP trouve sa limite dans l'abus de droit (art. 2 al. 2 CC), dont le juge doit examiner d'office la réalisation au regard de l'ensemble des circonstances du cas concret ; en particulier, une déclaration d'insolvabilité apparaît abusive lorsqu'elle a pour dessein de léser les créanciers. La faillite volontaire prévue à l'art. 191 LP n'est pas une procédure visant à régler la problématique du surendettement des particuliers. Comme l'a déjà jugé le Tribunal fédéral, si l'on devait agréer la demande de faillite volontaire de chaque débiteur qui poursuit le but de faire tomber une saisie sur ses revenus, l'art. 93 LP serait "pratiquement vidé de sa substance"; il ne saurait y avoir "libre choix entre la saisie de [revenu] et la déclaration d'insolvabilité, car les intérêts des créanciers doivent également être pris en compte"; dans ce domaine, "il ne peut s'agir de faire triompher uniquement le point de vue du débiteur". Dans un arrêt ancien presque centenaire (1926), le Tribunal fédéral a même affirmé que la déclaration d'insolvabilité que le débiteur présente "pour échapper à la saisie de son salaire" constitue une "manœuvre faite in fraudum creditorum". La jurisprudence ne s'est plus départie de cette approche (ATF 145 III 26 consid. 2.2 et les références citées).

E. 2.2

En l'espèce, il faut admettre, avec la recourante, que la requête de faillite personnelle du

E. 3

En application de l'art. 106 al. 1 CPC, les frais sont mis à la charge de la partie qui succombe. Lorsque l'instance de recours statue à nouveau, elle se prononce sur les frais de la première instance (art. 318 al. 3 CPC par analogie). Les frais comprennent les frais judiciaires et les dépens. En l'espèce, le recours est admis et la requête de faillite personnelle du 3 mars 2025 est rejetée. Partant, il se justifie de mettre les frais de la procédure des deux instances à la charge de A. _____ qui succombe.

E. 3.1

Les frais judiciaires de première instance ont été fixés à CHF 150.- et ils n'ont pas été contestés en procédure de recours. Ils seront prélevés sur l'avance de frais de CHF 4'500.- effectuée par A. _____ en première instance, qui est actuellement en mains de l'Office des faillites. Les frais judiciaires de la procédure de recours sont fixés forfaitairement à CHF 500.- (art. 48 et 61 al. 1 OELP). Ils seront prélevés sur l'avance de frais de CHF 4'500.- effectuée par A. _____ en première instance, qui est actuellement en mains de l'Office des faillites.

E. 3.2

La recourante réclame une indemnité équitable de CHF 150.- à titre de dépens pour l'instance de recours, laquelle est plus que raisonnable, si bien qu'il y a lieu d'y donner suite (art. 95 al. 3 let. c CPC). Dite indemnité sera prélevée sur l'avance de frais de CHF 4'500.- effectuée par A. _____ en première instance, qui est actuellement en mains de l'Office des faillites.

E. 3.3

Le solde du montant de CHF 4'500.-, actuellement en mains de l'Office des faillites, sera restitué à A. _____ une fois que les différents prélèvements fixés aux considérants qui précèdent auront été effectués. (dispositif en page suivante)

Tribunal cantonal TC Page 5 de 5 la Cour arrête : I. Le recours est admis. Partant, la décision rendue par la Présidente du Tribunal civil de l'arrondissement de la Gruyère le 24 avril 2025 prononçant la faillite personnelle de A. _____ est annulée. II. Les frais judiciaires des deux instances dus à l'Etat sont mis à la charge de A. _____. Les frais judiciaires de première instance sont fixés à CHF 150.- et seront prélevés sur l'avance de frais de CHF 4'500.- effectuée par A. _____, actuellement en mains de l'Office cantonal des faillites. Les frais judiciaires pour la procédure de recours sont fixés forfaitairement à CHF 500.-. Ils sont prélevés sur l'avance de frais de CHF 4'500.- effectuée par A. _____ en première instance, actuellement en mains de l'Office cantonal des faillites. III. Il est alloué à la masse en faillite de A. _____, à la charge de A. _____, une indemnité équitable de CHF 150.- à titre de dépens. Celle-ci sera prélevée sur l'avance de frais de CHF 4'500.- effectuée par de A. _____ en première instance, actuellement en mains de l'Office cantonal des faillites. IV. Le solde de l'avance de frais de CHF 4'500.-, actuellement en mains de l'Office cantonal des faillites, sera restitué à A. _____, une fois que les différents prélèvements fixés aux chiffres II. et III. du présent dispositif auront été effectués. V. Notification. Cet arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile au Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent sa notification. La qualité et les autres conditions pour interjeter recours sont déterminées par les art. 72 à 77 et 90 ss de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF). L'acte de recours motivé doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14. Fribourg, le 11 juin 2025/dbe La Présidente Le Greffier-rapporteur

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.